

Arrêté N° 2026_02834_VDM

SDI 22/0314 - ARRÊTÉ DE MAINLEVÉE DE MISE EN SÉCURITÉ N° 2023_03760_VDM DANS L'IMMEUBLE SIS 11 RUE ROGER SCHIAFFINI - 13003 MARSEILLE

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2131-1,

Vu les articles L511.1 et suivants ainsi que les articles L521.1 à L521.4 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R511.1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article R556-1 du Code de justice administrative,

Vu l'arrêté n° 2026_01146_VDM du 15 avril 2026 portant délégation de fonctions à Madame Audrey GARINO, adjointe au Maire en charge du logement, de l'hébergement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de mise en sécurité - procédure urgente n° 2022_01549_VDM, signé en date du 9 mai 2022, qui interdit pour raison de sécurité l'occupation des appartements du rez-de-chaussée côté cour, du 1er étage, du 2ème étage et du 3ème étage côté cour, ainsi que la cour et la cave de l'immeuble sis 11 rue Roger Schiaffini - 13003 MARSEILLE 3EME,

Vu l'arrêté de mise en sécurité n° 2023_03760_VDM, signé en date du 23 novembre 2023, prescrivant des mesures définitives permettant de mettre fin à tout danger dans l'immeuble sis 11 rue Roger Schiaffini - 13003 MARSEILLE 3EME,

Vu l'attestation établie le 3 juillet 2026 par l'agence d'architecture et urbanisme XXXXX XX XXXXXXXX, représentée par Monsieur XXXXX XXXXX, architecte XXXX, domicilié XXX XXXX XX XXXX XXXXX - XXXXX XXXXXXXX,

Vu le rapport de visite dûment établi par les services de la Ville de Marseille en date du 6 juillet 2026, constatant la réalisation des travaux définitifs mettant fin durablement au danger dans l'immeuble sis 11 rue Roger Schiaffini - 13003 MARSEILLE 3EME,

Considérant l'immeuble sis 11 rue Roger Schiaffini - 13003 MARSEILLE 3EME, parcelle cadastrée section 811M, numéro 0172, quartier Belle de Mai, pour une contenance cadastrale de 1 are et 17 centiares,

Considérant que le représentant du syndicat des copropriétaires de l'immeuble est le cabinet XXXXX, syndic, domicilié XXX XXXXXX XXXXXX - XXXXXX XXXXXXXX,

Considérant que les travaux de second œuvre sont en cours de réalisation et qu'il est rappelé aux copropriétaires qu'avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location des locaux d'habitation, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité rendus nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur,

Considérant qu'il ressort de l'attestation de l'agence d'architecture et urbanisme XXXXXX XX XXXXXXXX, représentée par Monsieur XXXXX XXXXX, architecte XXXX, que les travaux de réparation définitive ont bien été réalisés dans l'immeuble sis 11 rue Roger Schiaffini - 13003 MARSEILLE 3EME,

Considérant que la visite des services municipaux en date du 6 juillet 2026 a permis de constater la réalisation effective des travaux mettant fin à tout danger,

ARRÊTONS

Article 1

Il est pris acte de la réalisation des travaux de réparation définitive, attestée le 3 juillet 2026 par Monsieur Malik BOURAS, architecte DPLG, dans l'immeuble sis 11 rue Roger Schiaffini - 13003 MARSEILLE 3EME, parcelle cadastrée section 811M, numéro 0172, quartier Belle de Mai, pour une contenance cadastrale de 1 are et 17 centiares appartenant, selon nos informations à ce jour au syndicat des copropriétaires représenté par le cabinet XXXXX, syndic, domicilié XXX XXXXX XXXXXXXX - XXXXX XXXXXXXX.

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité n° 2023_03760_VDM, signé en date du 23 novembre 2023, est prononcée et met fin à l'ensemble des arrêtés liés à ladite procédure.

Article 2

Les accès aux logements du rez-de-chaussée côté cour, du 1er étage, du 2ème étage côté cour, du 3ème étage côté cour, ainsi que la cour et la cave de l'immeuble sis 11 rue Roger Schiaffini - 13003 MARSEILLE 3EME sont de nouveau autorisés.

Les fluides de cet immeuble autorisé peuvent être rétablis.

Article 3

À compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble peut à nouveau être utilisé. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification et/ou l'affichage du présent arrêté.

Il est rappelé aux copropriétaires qu'**avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location des locaux d'habitation**, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité rendus nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception, au syndic de l'immeuble de l'immeuble tel que mentionné dans l'article 1 du présent arrêté. Celui-ci le transmettra aux propriétaires, aux ayants droit éventuels, **ainsi qu'aux occupants**.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

Article 6

Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du Rhône, au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de la Voirie, au Bataillon des Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, et au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 7

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Audrey GARINO

Madame l'Adjointe en charge du
logement, de l'hébergement et de la
lutte contre
l'habitat indigne.

Signé le :

Audrey GARINO
Elu à la DLLHI
15 juil. 2026